

Bonjour,

Il me semble que vous vous trompez de cible.

Nous défendons le français non comme langue impériale --ce qu'il fut également et doit être encore, bien malgré nous, en certains lieux-- mais parce que, comme vous pour le breton, c'est notre langue maternelle, celle qui forme et fonde notre pensée. Nous défendons le droit à parler et faire respecter notre langue commune et nous défendons le droit de tous les peuples à faire de même, à faire vivre leur langue, notamment face à l'uniformisation généralisée de l'anglais-de-bazar.

Ce "globish" que vous vous déclarez prêt à parler est pourtant, dans le domaine de l'impérialisme, la *pire* langue qui soit, et les pays qui en sont historiquement porteurs feraient passer la France, malgré les errements de son passé, pour un modèle de candeur. Ne soyons pas naïfs : si une langue aussi *reconnue*, respectée (fut-ce parfois par snobisme), et surtout dotée d'une telle assise (parlée sur les 5 continents, des centaines de millions de locuteurs !) venait à disparaître sous les coups de l'anglais-de-la-mondialisation, combien de temps les langues régionales résisteraient-elles ? Ne vous laissez pas instrumentaliser par les libéraux, prêts (temporairement) à beaucoup de concessions tant que cela contribue à saper l'unité nationale (en France mais plus généralement dans tous les pays de l'union européenne...), mais qui, in fine, ne laisseront pas plus le breton que le basque se faire une place *publique* au côté de leur anglo-américain lorsque les langues nationales auront succombé.

Notre différend est certes profond ; *mais il n'est pas linguistique*. Vous considérez l'intégration de la Bretagne dans la Nation française comme un processus coercitif non-achevé, nous prenons cela pour un état de fait (c'est à dire réel et majoritairement accepté par la population). En réalité, nous avons sans doute tous raison, puisque vous existez et que nous existons : vous êtes la preuve de la survivance d'un sentiment d'appartenance exclusif à une culture bretonne indépendante, bien d'autres le sont d'une fusion harmonieuse de leur identité républicaine française et de leurs racines celtiques. D'ailleurs, l'appartenance républicaine se fonde essentiellement sur une communauté de principes et de valeurs, plus que de traditions, les deux sont parfaitement conciliables, --sauf sans doute dans la question de la primauté de la langue (française ou locale), qui est l'élément culturel (et politique, car nous ne sommes pas une fédération) *central* de l'appartenance à la France. *Il ne m'appartient pas de trancher sur le fond* (votre légitimité ou la nôtre) ; le processus historique est long, lent, contradictoire, et la "Bretagne" elle-même est le résultat d'une fusion-assimilation de tribus celtiques dont pas une n'avait probablement le même dialecte. La question est donc de savoir où l'on se place dans l'échelle du temps pour définir une communauté, à quel moment le résultat nous semble le plus *spontané*, naturel et authentique.

Le fond de ma pensée : les cultures régionales ont beaucoup perdu, et de belles choses, dans l'intégration nationale. Celle-ci s'est étalée sur plusieurs siècles ---politique, économique, puis culturelle, et finalement linguistique...--- et de grands événements ont à l'occasion fait ressortir la réalité concrète et le besoin d'une unité à l'échelle de notre pays. On pourrait remonter jusqu'à Bouvines !, et sans doute avant, pour montrer que *les* peuples qui ont fait la France se sont trouvés, face à d'autres, plus de points communs que de divergences, et donc *quelque chose à défendre ensemble*. Savoir si c'est un gâchis : *c'en est un*. Savoir si c'est regrettable : *la question n'a pas de sens*. Savoir si nous aimons la France telle qu'elle est, riche de sa diversité régionale et forte de son unité républicaine : *une évidence*.

Allons plus loin : dans 100 ans, peut-être même seulement 30 ans, telles que vont les choses,

nous serons un pays "américain", parlant anglais en première langue, et alignés en tout (et surtout dans nos modes de vie) sur le "modèle" états-unien, sa bien pensance, son sens particulier de la réussite personnelle (son refus de la solidarité, devrais-je dire), etc. Les gens de cet avenir ne sauront plus ce que nous étions, ce que nous sommes encore actuellement, ce qu'ils *auraient dû* être. Et ils seront très satisfaits, n'en doutons pas, d'un monde qu'ils n'auront plus le recul suffisant pour juger et dont ils ne seront plus familiers des alternatives. Ils seront "européano-américains", contents de rêver à un 4x4 devant leur écran plat de 3m de diagonale (la caricature est aisée...). Dans 30 ans... il sera donc trop tard ; ceux qui auront su conserver la conscience de la perte, préserver leur conscience de Français, seront trop peu nombreux et influents pour être autre chose qu'une survivance douloureuse, des témoins, des résistants d'une cause éteinte avant eux. C'est --vous l'aurez compris-- un peu le rôle que je vous donne, et pour lequel j'ai un vrai respect, d'ailleurs. Aujourd'hui, en revanche, nous avons la possibilité de refuser cela. De choisir notre société, ce que nous voulons devenir, ce que nous voulons transmettre à nos enfants. Fort de ce qui reste de nos valeurs -- l'acculturation/assimilation est déjà en marche depuis 50 ans, nous avons *déjà* beaucoup perdu-- nous pouvons émettre un jugement, forger une conviction, et nous battre pour cet idéal, pour que vive et survive cette vision du monde généreuse dont les Lumières ont accouché, que la Révolution a concrétisé, et dont notre Histoire, malgré les fautes dont elle n'est pas exempte et que nous ne cautionnons pas, regorge : cette Histoire, autant vécue que *choisie, qui a su guider notre conscience vers ce qu'elle a eu de meilleur et de plus altruiste.*

Je respecte votre combat, bien que je ne crois plus en lui aujourd'hui. Laissez-nous mener le nôtre, peut-être parce que vous savez, justement, ce qu'il en coûte de perdre ses racines, de voir sa culture vivoter, privée de statut. Peut-être parce que, malgré tout, et par le poids de cette histoire commune, même combattue, c'est aussi un peu la vôtre : une langue que vous parlez aussi, un mode de vie que nous partageons, des principes en lesquels nous croyons --et malheureusement un adversaire *commun* aussi éloigné de ces bases susceptibles de nous rassembler que de la culture originelle que vous défendez dans votre région.

Cordialement,

M.V., secrétaire général du COURRIEL.